Présents :

La CAPD était initialement prévue à 9h00. Les représentants du SNUipp-FSU 23 ont imposé le report de cette CAPD qui ne pouvait manifestement pas se tenir à 9h : suite au refus de la cheffe de la DIPER de mettre en ligne une fiche de candidature intégrant une liste conforme des postes vacants pour le 2nd mouvement, des personnels n'avaient pas eu connaissance de tous les postes disponibles. D'autres personnels n'avaient pas été sollicités pour candidater ...
Les représentants du SNUipp-FSU23 ont donc assuré leur rôle de contrôle dans la matinée en joignant les personnels afin de s'assurer qu'ils avaient bien pu candidater en connaissance de TOUS les postes disponibles. Grâce à ce travail, ce sont 7 personnels qui n'avaient pas eu l'information qui ont ainsi pu reformuler leurs vœux !
La CAPD n'a donc commencé que lorsque le SNUipp-FSU23 a eu la certitude que la transparence et l'équité de traitement entre tous les personnels étaient assurés.

Administration : M FICHET Laurent (IA DASEN), M DUMONT Gilles (SG), Mme PRAGOUT Véronique (Cheffe de la DIPER), Mme THOMAS Carine (DIPER), Mme LAFAYE Nathalie (DIPER/DIMOS), Mme LEFBVRE Virginie (IEN Guéret 1) (qui s'est rapidement absentée)
SNUipp-FSU 23 : Amélie Auricombe, Fabrice Couégnas Stéphanie Durand, Luc Marquès, Fanny Tissandier

Les représentants du SNUipp-FSU23 lisent la déclaration préalable suivante :

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Les opérations de mouvement 2019 auront marqués les esprits de tous. Le SNUipp-FSU 23 a pleinement assumé ses responsabilités lors de la préparation du mouvement. Ses représentants se sont engagés sans compter, dans l'intérêt des personnels, pour permettre le bon déroulement de la phase principale du mouvement. Nous avons à ce titre été force de propositions et avons été à l'initiative d'une demande d'audience le lundi 6 mai. Nous avons accepté également la transformation de la CAPD du 13 juin en groupe de travail le matin pour pouvoir lever les nombreux dysfonctionnements qui persistaient en amont de la CAPD au cours de laquelle nous avons par ailleurs fini le mouvement à la main.

Malgré tout notre engagement, de nombreuses difficultés ont persisté jusqu'à aujourd'hui, où nous n'avons pas pu être destinataires de documents relatifs au mouvement avant la CAPD, les phases des mises en situation et du 2nd mouvement s'étant déroulées dans des conditions catastrophiques : publications de documents différents aux personnels avant validation, incapacité à attribuer un barème à l'ensemble des personnels, publication d'un document faisant apparaître des postes susceptibles d'être vacants au 2nd mouvement sans validation des mises en situation ...

Ce dernier document, non modifiable, a été produit et publié, le vendredi soir après 19h, après avoir pris connaissance de notre opposition à sa publication puisqu'il ne permettait pas aux personnels de participer au 2nd mouvement. Et pour cause :

Sur les 38 personnels sans poste à l'issue du 1^{er} mouvement :

12 futurs T1 ne savaient pas ce qu'ils devaient faire en l'absence de consigne ou ayant eu des consignes contradictoires !

les 22 participants aux mises en situation non plus car ils n'avaient pas eu les résultats des mises en situation !

Avec 34 personnels sur 38 ne pouvant pas postuler, la publication n'était définitivement pas une bonne opération !

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous semblez ne pas avoir pris la pleine mesure des conséquences de vos choix dans cette phase de mouvement complémentaire.

Voici des exemples non exhaustifs des échanges entretenus avec des collègues :

Le 28/06/2019 à 18:01,

« Bonjour,

Depuis lundi, je n'ai aucune nouvelle et aujourd'hui 28 juin, est arrivé un message spécial n° 20 contenant le texte suivant : Titres : A. Mouvement intra départemental des enseignants du 1er degré – Mises en situation – Appels à candidatures - Rentrée 2019.

Ce message ne contient pas de pièce jointe donc aucun lien...

Est-ce une erreur de plus ou doit-on renvoyer les demandes de candidatures ?

Sur le site de la DSDEN aucun changement n'apparaît. La date sur les documents mis en ligne est toujours celle du 24 juin 2019 à minuit.

Je m'inquiète un peu !!! et surtout je me sens un peu perdue. Avez-vous des réponses ?

Cordialement »

Le 28/06/2019 à 19:59,

« Bonsoir,

Je viens de voir une liste pour « le mouvement 3. J'ai postulé pour des mises en situation mais je n'ai aucune réponse... (et dans la liste, certaines mises en situation sont présentes mais pas toutes...)

Est-ce que je participe à ce mouvement ? Et quand ?

Désolée de vous embêter, je pense que je ne suis pas la seule à vous poser des questions sur le mouvement cette année ! Bon week-end »

Le 29/06/2019 à 13:52,

« Bonjour. J'imagine que je ne suis pas le premier à demander mais sait-on jamais...

Le mouvement complémentaire est sorti, moi comme plusieurs autres sont obligés d'y participer. On a de marqué "3eme mouvement" sans avoir vu passer le 2eme, mais passons.

Nous avons beaucoup d'interrogation :

- deadline pour candidater (lundi soir vu que la CAPD est mardi ?)

- quelles sont les règles pour les PESA ? Je n'en suis pas, mais d'un point de vue stratégique, je pense qu'il est portant de savoir si ils sont obligés de classer tous les vœux en verts ? Pouvons nous demander ces postes aussi ? Quelles sont les règles qui font que ces postes leurs sont "réservés"?

- devons nous hiérarchiser tous les postes ou uniquement ceux qui nous intéressent ?

Merci par avance de nous éclairer dans cette magnifique cacophonie.»

Il s'agit ici d'un bref exemple des échanges que nous avons pu avoir sans compter les nombreux appels auxquels nous nous sommes efforcés de répondre depuis vendredi soir.

Alors que la date de clôture des mises en situation était le 24, elles n'ont été validées que le 1^{er} juillet !

La cheffe de la DIPER refusant de modifier le doc excel pour le mettre à jour, un erratum a été publié conduisant les personnels à postuler sur une fiche de candidature sur laquelle tous les postes n'étaient pas mentionnés !

Nous n'avons donc pas été en mesure de siéger ce matin pour assurer notre rôle de contrôle et s'assurer que tous les personnels aient pu participer au mouvement en connaissance de la liste valide des supports vacants.

Ainsi, ce matin, grâce à la vigilance et au travail des représentants du SNUipp-FSU 23, ce sont 7 collègues qui n'avaient pas eu l'information et ont pu reformuler leurs vœux.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, ces pratiques ne sont pas acceptables et ne doivent en aucun cas se reproduire.

Nous vous demandons donc à l'avenir de faire preuve de respect envers les personnels du département ainsi que de leurs représentants en garantissant un déroulement ordinaire et réglementaire des opérations de gestion des personnels.

Enfin, nous tenions à vous alerter, pour la deuxième fois en moins de 10 jours sur le non respect des obligations, notamment de confidentialité, qui incombent aux membres de la commission paritaire départementale.

En effet, nous vous écrivions, le jeudi 20 juin, suite à des retours que nous avons eu de personnels à qui votre cheffe de la DIPER annonçait la promotion à la Classe Exceptionnelle hors CAPD et alors même que les représentants du personnel n'avaient pas reçu les documents de travail.

Le vendredi 28 juin, nous apprenons que votre cheffe de la DIPER récidive en proposant sans la validation des représentants des personnels un support à un personnel en réparation d'une erreur qu'elle aurait décelée qui n'en était pas une !!! *C'est inacceptable !*

Nous insistons donc. Il convient de ne pas revenir de façon unilatérale sur les décisions arrêtées en CAPD. Si, en toute hypothèse, des erreurs n'avaient pas pu être relevées dans le cadre de la CAPD, elles doivent faire l'objet d'une information aux commissaires paritaires pour validation avant toute communication à la profession.

Vendredi 28 juin, nous apprenons qu'un personnel, participant obligatoire sans poste, a été destinataire d'une liste de postes vacants dans le cadre du deuxième mouvement alors que cette liste n'était pas encore arrêtée puisqu'elle était encore en navette entre vos services et les représentants du personnel. La diffusion différenciée dans le temps de documents avec des informations différentes constitue, d'une part, une iniquité de traitement entre les personnels, mais vous expose aussi une nouvelle fois à des recours puisque plusieurs documents erronés circulent simultanément.

Nous dénonçons ici ces pratiques qui rompent avec le fonctionnement ordinaire du paritarisme auquel nous sommes particulièrement attachés, conduisent à de graves entorses à l'équité de traitement, à la discrétion professionnelle à laquelle sont soumis les représentants du personnel comme ceux de l'administration à la CAPD. **Nous vous demandons de faire cesser immédiatement ces entorses majeures aux règles du paritarisme et vous demandons des explications.**

L'IA explique que le temps est compté, qu'il ne désire pas réagir pour l'instant et s'engage à dresser un bilan du fonctionnement à la CAPD de la Creuse. *Il y a fort à faire dans la période !!!*

Mouvement intra-départemental rentrée 2019

Mises en situation

Le SNUipp-FSU23 demande à ce que soient présentées les mises en situation et qu'elles soient soumises au vote puisque l'administration a publié le 2ème mouvement (qu'elle a appelé le 3ème mouvement) sans la validation des représentants du personnel. Et pour cause, pour des collègues, l'administration n'était pas en mesure de fournir un barème pour les agents.

La Cheffe de la DIPER présente alors un document erroné, tel qu'il avait été envoyé aux représentants du SNUipp-FSU23, sur lequel il n'apparaît pas non plus le barème de certains agents. De plus, il apparaît un avis IEN "défavorable" pour un-e collègue ayant sollicité une mise en situation.

Le SNUipp-FSU23 interroge sur cet avis défavorable sans que la cheffe de la DIPER ne soit en mesure de donner une explication. Le SNUipp-FSU23 se tourne alors vers l'IEN de Guéret 1 présente quelques minutes à la CAPD pour connaître les explications à cet avis en lui indiquant qu'il s'agit d'un personnel de sa circonscription (ce qu'elle semblait ne pas savoir). L'IEN indique ne pas être en mesure de dire si elle a eu contact avec l'agent ni d'expliquer les raisons de cet avis qu'elle a elle-même posé !!!

Dans ces conditions, il ne sera finalement tenu aucun compte de cet avis.

Postes	NOM-PRENOM	BAREME
Direction d'école (4)		
Azérables dir 3 cl	Sylvia Papyn	7.261
Dontreix Dir 2cl	Svetlana Cataraga	3.333
Sainte Feyre Elém dir 6cl	Céline Gazonnaud	8.333
St Sébastien dir 3cl	Maud Piarraud	3.333
ASH (18)		
Itep le Petit Prince Evaux les Bains	Karine Bernard	3.333
Itep le Petit Prince Evaux les Bains		
Itep le Petit Prince Evaux les Bains		
IME L'Echange Felletin	Germain Durand	13.333
IME L'Echange Felletin		
IME L'Echange Felletin		
IME L'Echange Felletin		
IME La Roseraie La Souterraine	Anne Isabelle Cariat	38.622
IME La Roseraie La Souterraine	Anne Lauwers	4.333
IME La Roseraie La Souterraine	Sophie Louzé	8.333
IMPro La Ribe Le Grand Bourg	Marie Giangobbe	15.82
ULIS Felletin élémentaire	Alexandre Redon	15.327
ULIS Sainte Feyre élémentaire	Ségolène Auclair	5.333
RASED E Saint Vaury Elémentaire	Marie Pierre DeBrito Abrantes	812.16
UEMA Guéret Assolant		
SEGPA Guéret Martin Nadaud	Jérôme Jeoffrion	10.255
Classe Relais Collège Marouzeau Guéret		
Coordonnateur Unité d'Enseignement APAJH		
Autres (2)		
Coordonnateur REP Bourgneuf	Anne Sophie Vandaud	3.04
Animateur TICE Guéret 1 et 2 ASH		

La DIPER indique que Claude Barbaud renonce au vœu obtenu dans le cadre du premier mouvement (PEMPR à titre provisoire) en l'absence de validation du CAPPEI ainsi qu'à ses demandes de mise en situation. Il retrouve donc son poste initial à savoir BM Assolant.

Vote Pour : 10 (administration + SNUipp-FSU 23)

Mouvement complémentaire

Les postes grisés correspondent aux postes sur lesquels les stagiaires (T1) ont une priorité. Le SNUipp-FSU 23 fait remarquer que 2 postes de BM Formation Continue apparaissent vacants à l'école Guéry-Cerclier pour le second mouvement, or il semble qu'un seul soit vacant pour le SNUipp-FSU23. La Cheffe de la DIPER admet, après de longues vérifications, avoir fait une erreur et retire un poste de la liste des supports.

POSTES ASH - ETABLISSEMENTS SPECIALISES / SEGPA		
IME L'ECHANGE - FELLETIN	ADJOINT SPE	
IME L'ECHANGE - FELLETIN	ADJOINT SPE	
IME L'ECHANGE - FELLETIN	ADJOINT SPE	
Itep EVAUX LES BAINS	ADJOINT SPE	
Itep EVAUX LES BAINS	ADJOINT SPE	
UEMA MATERNELLE ASSOLANT – GUERET	ADJOINT SPE	CHASTAGNIER Cécile
SEGPA AUBUSSON	ADJOINT SPE	AUCLAIR Emma
POSTES À EXIGENCES PARTICULIÈRES		
ANIMATEUR TICE - CIRCONSCRIPTION GUERET 1 ET GUERET 2-ASH		DUDOGNON Maryline
COORDONNATEUR CLASSE RELAIS - CLG Marouzeau GUERET - CIRCO. GUERET 2-ASH		
COORDONNATEUR APAJH IME GRANCHER - GUERET		
PEMPR AUBUSSON		
POSTES		
EE CE1 DEDOUBLE MARTIN NADAUD - BOURGANEUF	Adjoint	DE VULPIAN Cécile
EE GUERY / CERCLIER GUÉRET	TRS	FRADIN Christelle
EP AHUN	BM sans spécialité	SISO Elodie
EE GOUZON	adjoint	HAZEBROUCK Céline
EP FURSAC	BM sans spécialité	JAOUEN Tiphaine
EE GUERY / CERCLIER GUÉRET	BM sans spécialité	PAULIAT Fanny
EM VILLENEUVE AUBUSSON	Adjoint	GUILLEMET Emilie
EP FLAYAT	CHARGÉ D'ÉCOLE	
EP MAGNAT L'ÉTRANGE	CHARGÉ D'ÉCOLE	
EP LADAPEYRE	CHARGÉ D'ÉCOLE	MALAVAUD Marion
EP NÉOUX	CHARGÉ D'ÉCOLE	
EP GENOULLAC	ADJOINT	NOUHANT Bastien
EM AUZANCES	BM sans spécialité	
EE BONNAT	BM sans spécialité	MAURY Cécile
EE EVAUX LES BAINS	BM sans spécialité	
EE FELLETIN	BM sans spécialité	PARENT Marilou
EE JACQUES PRÉVERT GUÉRET	BM formation continue	ABEILLON Camille
EE LA COURTINE	BM sans spécialité	VIELLE Solène
EE GUERY CERCLIER	BM formation continue	OLLIVIER Mylia
EE ROYERE DE VASSIVIERE	BM sans spécialité	CARION Sophie
EP GENTIOUX	ADJOINT	GARDES Mélanie
EE ST DIZIER LEYRENNE	ADJOINT	SERMENT Nadège
EE BOUSSAC	TRS	FOREAU Léa
EE CHAMBON SUR VOUEIZE	TRS	VANBAELEN Delphine
EE FELLETIN	TRS	BERNARD Camille
EM JULES FERRY LA SOUTERRAINE	TRS	LAUMOND Sandrine
EE LA CLE DES CHAMPS - AUBUSSON	TRS	BOURDET Sébastien
EE LA COURTINE	TRS	
EE LE MONTEIL AU VICOMTE	TRS	ANGLARD Julien
EE MONTBOUCHER	TRS	BERTHE Céline
EE TRISTAN L'HERMITE - LA SOUTERRAINE	TRS	BERARD Laure

Il reste donc 14 postes vacants (3 postes de chargé d'école, 5 en enseignement spécialisé, 2 remplaçants, 1 TRS et 3 PRP).

A l'issue du mouvement complémentaire 3 personnels restent sans poste : FASSEUR Sonia, REVEIL Raphaèle, JOUHANNET Camille.

Les représentants du personnel souhaitent que ces personnels sans poste soient contactés maintenant afin qu'elles aient l'information et connaissance de la procédure à suivre. Le SNUipp-FSU 23 demande qu'un délai leur soient accordé pour réflexion et apporter leur réponse. La cheffe de la DIPER accepte et indique que l'heure limite de retour est fixée à midi le lendemain.

L'IA-DASEN soumet le mouvement complémentaire au vote.

Vote: Pour unanimité (Administration et SNUipp-FSU 23)

Le SNUipp-FSU23 interroge l'IA sur sa lecture de la situation du département : une nouvelle fois, après l'affectation de tous les personnels, 11 postes resteront vacants.

L'IA indique que la situation est meilleure que l'année dernière : à la même période, il y avait 25 personnels sans poste. Il indique avoir des difficultés relevant des Ressources Humaines mais aussi une surconsommation d'environ 7 ETP. Cette surconsommation s'explique par le « nouveau » (depuis la circulaire de 2014) régime de décharges de direction des écoles de 1 à 3 classes et des maîtres formateurs qui avait été mis en place sans moyens supplémentaires pour les financer. Ce que le SNUipp-FSU 23 dénonçait depuis longtemps déjà ! A l'époque, le SNUipp-FSU23 avait demandé à l'IA soit d'abonder les moyens du département à la hauteur des moyens supplémentaires engagés (7 ETP) soit de les retirer en carte scolaire afin de faire toute la transparence sur l'opération. L'IA avait refusé, ce sont donc les capacités de remplacement du département qui ont été amputées de 7 ETP avec les conséquences que l'on sait. Jusqu'alors, les IA refusaient cette explication aux nombreuses absences non remplacées : manifestement, 5 ans après, l'IA reconnaît les erreurs produites et valide l'analyse du SNUipp-FSU23. 7 ETP de remplacement sur 144 jours de classe correspondent 1008 jours d'absences non remplacées par an !!!

Le recrutement de personnels contractuels s'avère d'ores et déjà envisagé pour l'IA DASEN. Le SNUipp-FSU 23 regrette que la situation du département oblige le recrutement de contractuels. Pour le SNUipp-FSU 23, l'ensemble des supports doit être occupé par des agents formés sous statut, apportant ainsi des garanties tant pour les agents que pour les usagers et le Service Public.

Avancement des PE

Avancement à la hors-classe

Le SNUipp-FSU 23 rappelle qu'il avait demandé à l'IA d'étudier la possibilité de réviser à la hausse les appréciations arrêtées dans le cadre des campagnes précédentes en appliquant un coefficient d'ancienneté de l'appréciation. En effet, pour le SNUipp-FSU 23, bloquer des appréciations laisse à penser que l'expérience acquise par les collègues dans leur classe et la plus value apportées par la formation ne permettrait aucune progression professionnelle. D'autre part, pour le SNUipp-FSU 23, ne pas réévaluer à la hausse les appréciations conduirait mécaniquement à pénaliser des collègues ayant une appréciation à faible valeur lors des campagnes précédentes qui pourraient voir des collègues des nouvelles campagnes accéder à la Hors Classe ayant une appréciation à plus forte valeur. L'IA avait l'année dernière partagé notre appréciation sur le combat des oubliés de la hors classe mené par le SNUipp-FSU, il semble aujourd'hui beaucoup plus frileux. Le SNUipp-FSU continuera à mener ce combat juste pour que tous les collègues puissent dérouler leur carrière sur au moins 2 grades.

Dans ce contexte, le SNUipp-FSU 23 rappelle la manière dont ont été données les appréciations : certains collègues ont eu une appréciation sans jamais avoir rencontré leur inspecteur !!!

L'IA répond que le cadre national ne lui permet pas de le faire.

Le SNUipp-FSU 23 indique que c'est pour cela qu'il avait adressé un courrier à l'IA en demandant, à défaut, d'appliquer une bonification prenant en compte l'ancienneté de l'appréciation. Le SNUipp-FSU 23 avait d'ailleurs fait des propositions de barème en ce sens.

Le SNUipp-FSU 23 remarque que suite à la réception des documents de travail, il avait fait des remarques sur les promotions à la Hors Classe notamment sur la date de prise en compte de l'AGS.

En effet, la date prise en compte par l'administration semblait être au 1 09 2019 or les textes indiquent que l'AGS doit être considérée au 31 08 2019. Cette différence d'appréciation d'un jour conduit à des changements de barèmes pour les collègues ayant une ancienneté dans l'échelon entier au 1er septembre.

Les représentants du SNUipp-FSU23 n'ont eu aucun retour et regrettent de découvrir le jour de la CAPD les documents de travail. **Le SNUipp-FSU 23 constate que l'ensemble des corrections à apporter aux éléments de barèmes demandé par le SNUipp-FSU 23 ont été intégrées. Grâce aux interventions du SNUipp-FSU 23, le nouveau tableau de classement fait apparaître une liste de promus juste. Ainsi ce sont 2 collègues promues et qui ne l'auraient pas été sans la vigilance du SNUipp-FSU 23 !**

Le contingent étant de 15,1 % et le nombre de promouvables étant de 166 : le nombre de promus doit être de 25,066.

L'IA présente la liste suivante de promotions à la Hors Classe (25 personnels) :

SION Caroline, DRUT Marie Claire, GATIER Laurence, GUERIN Isabelle, OSTERMEYER Laurence, MENANT Agnès, COINDAT Maryline, DONY Nathalie, BREDIER Agnès, RIBAUT Valérie, PETAVY Franck, MALEON Sylvie, QUINCAMPOIX Maryline, BOUQUIN Nadine, PERRIER Marie Paule, DUBANET Jean, MARCHAND Isabelle, CHAVANT Philippe, FOUSSADIER Sylvie, MENANT Gilles, DURBIN Sandrine, RIDOUX Marie Claude, FAVIERE Christine, LESPINASSE Laurence, RENAULT Sylvie.

Le SNUipp-FSU 23 demande à ce qu'une liste complémentaire soit dressée en cas de départ à la retraite de personnels promus.

Liste complémentaire : GARETIER Laurence, RENET Sylvie, SIMEON Hervé

L'analyse du SNUipp-FSU 23

Le rapport femme/homme parmi les promus (16% hommes/ 84% femmes) correspond au rapport femme/homme parmi les promouvables (17% hommes/ 83% femmes).

A priori, on pourrait se féliciter, en accord avec les textes réglementaires en vigueur, que l'égalité femme/homme soit respecté dans le cadre des ces promotions à la Hors Classe.

Mais en regardant de plus près :

Promouvables / appréciation		
	Homme (29)	Femme (137)
Excellent	52 % (15)	42 % (58)
Très satisfaisant	48 % (14)	53 % (73)
Satisfaisant	0 %	4 % (6)

L'appréciation Excellent est manifestement largement plus attribuée aux hommes. Dans le même temps 4% des femmes se voient attribuées une appréciation Satisfaisant alors qu'aucun homme ne l'a !

Promus		
	Homme (4)	Femme (21)
Appréciations	75% Excellent 25% Très satisfaisant	57% Excellent 43% Très satisfaisant
Age moyen	27.5 années	28.95 années

Les hommes accèdent à la Hors Classe en moyenne 1 an et 6 mois avant les femmes !

Alors qu'en apparence l'égalité femme/homme semble être respectée puisque le rapport femme/homme parmi les promus correspond au rapport femme/homme parmi les promouvables, on constate que cette égalité apparente n'est permise que par la survalorisation des appréciations attribuées aux hommes ce qui leur permet d'accéder en étant plus jeunes à la Hors Classe que les femmes. En clair, l'analyse révèle que les hommes accèdent à la Hors Classe grâce à de bonnes appréciations de leur parcours professionnel alors que les femmes y accèdent au bénéfice de leur ancienneté. Pour le SNUipp-FSU 23 c'est inacceptable. Il s'agit, une fois les injustices constatées, d'y remédier.

C'est ici la confirmation que, comme le montre la recherche, dès lors que l'on introduit de prétendus éléments de mérite, ils sont systématiquement et statistiquement favorables aux hommes.

Le SNUipp-FSU 23 fait remarquer que cet état de fait inacceptable aurait été davantage marqué si le SNUipp-FSU 23 n'avait pas obtenu l'intégration de l'AGS dans le barème.

L'IA partage l'analyse du SNUipp-FSU 23. Il indique cependant qu'il désire observer cette tendance sur le long terme.

Vote : Pour : 5 (DSDEN), Abstention : 5 (SNUipp-FSU 23)

Le SNUipp-FSU23 a toujours revendiqué l'accès pour tous à l'indice terminal du corps de Professeurs des Ecoles (passé de 783 à 972 avec le PPCR). Si le nombre de promus est en augmentation cette année (25 en 2019 pour 22 en 2018), il est en baisse par rapport à 2017 (26). Le SNUipp-FSU 23 ne peut que regretter que les engagements du ministère d'augmenter le nombre de promus (en valeur absolue) ne soient pas tenus à l'échelle locale. Le SNUipp-FSU 23 dénonce que les engagements en terme d'égalité professionnelle femme/homme ne soient également pas tenus.

Avancement à la classe exceptionnelle

L'IA-DASEN présente le contingent des promotions à la classe exceptionnelle (13 promotions au titre du vivier 1 et 3 au titre du vivier 2) ainsi que sa proposition de tableau des promus.

Le SNUipp-FSU23 avait demandé à l'IA de fournir ces informations lors de la CAPD du 13 juin. L'IA s'était engagé à apporter ces informations. Il s'engage une nouvelle fois à les donner : la cheffe de la DIPER avait le document mais ne l'avait pas photocopié ! Elle s'engage à l'envoyer dans la soirée. Ce n'est pour l'heure toujours pas fait.

Le SNUipp-FSU23 indique que 2 personnes figurent et sont promus dans les deux viviers. Ils demandent que la promotion de ces 2 personnels soit arrêtée au titre du vivier 2. Ainsi, 2 promotions de plus doivent être accordées au titre du vivier 1 afin de ne pas perdre de promotions.

L'IA-DASEN après un premier refus et une vérification des textes règlementaires, accepte.

Le SNUipp-FSU23 demande si les avis de l'IA ont bien été portés à la connaissance des personnels, comme le préconisait la note de service du 23 avril 2019.

Le SNUipp-FSU23 demande le bilan annuel des changements de grade, intégrant les données sexuées comme l'a demandé le Ministère.

Le SNUipp-FSU23 présente les statistiques des promotions à la classe exceptionnelle du vivier 1:

	Total	Hommes	Femmes	Guéret 1	Guéret 2	Aubusson
Promouvables	27	33%	67%	15%	48%	37%
Promus	13	38%	62%	8%	61%	31%

Comment l'IA explique-t-il qu'encore une fois, en dépit de la loi, ce sont les femmes qui sont discriminées par ses choix de promotion ? Sur les trois promotions à la classe exceptionnelle passées, l'IA a choisi systématiquement de léser les femmes. En effet, en 2017, les hommes promus étaient sur-représentés à hauteur de 18% par rapport au vivier des promouvables. En 2018, la sur-représentation était de 10%. En 2019, de 5%. Le SNUipp-FSU 23 fait remarquer que si les inégalités se réduisent au fil des années, c'est que le nombre d'hommes parmi les promouvables se réduit chaque année puisqu'ils sont davantage promus ! Quand tous les hommes seront promus, la part des femmes dans les promotions sera mécaniquement plus importante !!!

Les inégalités entre les circonscriptions sont de plus en plus marquées, ce qui dénote des inégalités d'évaluation et d'appréciation du mérite. En effet, les personnels de Guéret 2 ASH, dont l'IEN est présente dans le département depuis de nombreuses années, ont des appréciations beaucoup plus étoffées que ceux des deux autres circonscriptions. Et si les équilibres des promouvables par circonscription étaient respectés, les personnels des circonscriptions de Guéret 1 et d'Aubusson bénéficieraient dans chacune d'elle d'une promotion supplémentaire.

Aussi, le SNUipp-FSU 23 relève que la traduction en points des appréciations littérales sont parfois pour le moins surprenantes. Ainsi, de nombreux collègues reçoivent un avis de l'IEN très élogieux, et... un avis satisfaisant de l'IA... Dans ces conditions, certains personnels se retrouvent avec 100 points de plus que d'autres ... des collègues passent de "satisfaisant" à "excellent" en 1 an... d'autres ne progressent pas ... Pourquoi ?

Le SNUipp-FSU23 présente les statistiques des appréciations pour le vivier 1 :

	G1	G2	Aub
Excellent	20%	80%	
TS		50%	50%
Satisfaisant	19%	38%	44%

	Excellent	TS	S
Appréciations G1	25%	0%	75%
Appréciations G2	31%	23%	46%
Appréciations Aub	0%	30%	70%

Le SNUipp-FSU 23 rappelle que l'appréciation pèse 80% du barème, ce sont donc bien les avis des IEN et de l'IA qui décident des promos, il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt. Le SNUipp-FSU 23 dénonce les modalités d'évaluation. En effet, les IEN et l'IA se prononcent sur l'évaluation de toute la carrière d'agents qu'ils n'ont parfois jamais rencontrés et le plus souvent jamais observés en situation d'exercice professionnel. Le SNUipp-FSU indique que cette situation n'est pas satisfaisante, l'évaluation des compétences professionnelles des agents doit être un outil au service de la progression des agents. Il nous semble qu'il y a là une négation totale de l'acte d'évaluation et du volet formatif de cet acte...

L'IA indique qu'il applique la note de service qui contingente les appréciations : 5 excellent, 6 très satisfaisant parmi les promovables.

Pour le SNUipp-FSU 23, ce n'est pas parce que c'est écrit dans une note de service que ça ne reste pas moins stupide. Pour le SNUipp-FSU23 de telles pratiques conduisent à de la désaffection chez les personnels et discrédite l'Institution. L'IA reconnaît que ces pratiques ne sont pas satisfaisantes mais que pour autant il les applique. Le SNUipp-FSU 23 lui demande de faire remonter l'appréciation qu'ont les collègues de ces pratiques.

Enfin, le SNUipp-FSU23 indique que les restrictions de personnels administratifs à la DSDEN23 conduisent à ne plus avoir les moyens de réaliser le travail. Les secrétaires administratifs travaillent dans des conditions déplorables, systématiquement dans l'urgence, et n'ont plus les moyens de faire leur travail. Cette situation a des conséquences graves sur les PE du département : une publication de la circulaire dans l'urgence, une période de candidature réduite ... sont autant d'éléments qui réduisent le nombre de candidats. Or, c'est bien sur la base du nombre de promovables « candidats » que se fait la répartition du contingent académique. Il y a donc un enjeu à ce que les conditions soient harmonisées pour garantir un minimum de justice. Le SNUipp-FSU23 demande à nouveau à l'IA de demander les moyens nécessaires en personnels administratifs pour pouvoir remplir ses missions.

Sont promus à la classe exceptionnelle à la rentrée 2019 :

Au titre du Vivier 1 (13 personnels) : Juncker Régine, Auclair Claude, Jolivet Pierre, Correia Patricia, Paquet Tournier Catherine, Favière Alain, Lainé Joëlle, Barry Patricia, Camut Sylvie, Granier Gardies Laurence, Schoonaert Marc, Pateyron Annick, Therby Christian

Au titre du vivier 2 (3 personnels) : Aupetit Dominique, Auclair Philippe, Ipser Annie

Liste complémentaire :

Au titre du Vivier 1 : Caniglia Pascal, Giraud Corine, Simon Brossard Valérie,

Au titre du vivier 2 : pas de liste complémentaire

Vote : Pour : 5 (DSDEN), Abstention : 5 (SNUipp-FSU 23)

Le SNUipp-FSU23 a toujours revendiqué l'accès pour tous à l'indice terminal du corps de Professeurs des Ecoles (passé de 783 à 972 avec le PPCR). Il ne peut cependant que regretter que les engagements du ministère sur l'égalité femme/homme ne soit encore pas tenus et que les conditions d'accès au grade terminal discrédite l'institution et l'évaluation de la valeur professionnelle des agents.

Informations diverses

L'IA indique qu'il a décidé, au regard des besoins identifiés, de créer un poste de chargé de mission "*accueil des stagiaires 4ème—3ème, Service National Universel, Services Sanitaires ainsi que Assistant de Prévention Guéret 2*"

Face à des compétences aussi diverses et riches, le SNUipp-FSU23 indique que l'appel à candidature ne permettra pas nécessairement de trouver « la perle rare » !

L'IA indique qu'il a renoncé à procéder à un appel à candidature et a directement sollicité un personnel pour assurer cette mission !

Sur le fond, le SNUipp-FSU23 dénonce la création de cette mission :

- la DSDEN23 va accueillir des personnels de la DDJS qui ont mis en place le Service National Universel : ceux ci ont donc toutes les compétences pour traiter ce dossier qu'ils suivent depuis son origine,

- le service sanitaire : un service social et médical avec des conseillers techniques existe au sein de la DSDEN23 ; ce service a de toute évidence les compétences et la connaissance des besoins du terrain en la matière pour tirer profit du dispositif ;

- les stages 3ème relèvent de la volonté ou non des collègues d'accepter ces stagiaires. Qu'apportera un chargé de mission ? L'IA qui n'est pas en mesure d'assurer la présence quotidienne d'un enseignant dans chaque classe du département ne voit-il que ce point comme une urgence à traiter dans le département ?

- Assistant de prévention : le turn over des assistants de prévention sur la circonscription ne permet pas de mettre en œuvre une réelle politique de prévention.

Bref, il s'agit là de dossiers que la DSDEN23 a les moyens de traiter avec l'expertise des personnels en charge de ces dossiers.

Sur la forme, le SNUipp-FSU 23 dénonce ce choix de l'IA mais n'est pas surpris puisque cette « rumeur » circulait dans le département depuis plusieurs semaines. Il s'agit d'une mesure de compensation dans le cadre d'une opération de carte scolaire défavorable à un-e collègue, comme toutes les mesures de carte scolaire de ce type.

Le SNUipp-FSU 23 rappelle que l'année dernière, un collègue avait été victime d'une mesure de carte scolaire après opérations de mouvement sans ménagement. Il avait donc été contraint de participer au mouvement complémentaire sans bénéficier d'aucune bonification pour mesure de carte scolaire le conduisant à être brigade départemental alors qu'il avait obtenu un poste d'adjoint à Guéret. Le SNUipp-FSU 23 dénonce un traitement différencié inacceptable que rien ne peut justifier et **engage l'IA à renoncer à un tel choix qui n'honore pas l'administration. C'est pourquoi le SNUipp-FSU23 espère que les deux parties renonceront à ce qui s'apparente à un passe-droit. A défaut, le SNUipp-FSU fera le clair sur la situation en toute transparence et avec force de détails.**

En effet, le SNUipp-FSU23 considère que le département n'a pas les moyens de ces « petits arrangements entre amis ». A l'issue de toutes les opérations de mouvement, 11 postes restent sans personnels et conduira à avoir recours à des personnels contractuels. Aussi, l'IA reconnaît que dans sa gestion des moyens, il dépense 7 postes qui ne seront pas compensés puisqu'au delà du budget alloué. Ces 7 postes resteront pour l'année sans personnel ou seront occupés en amputant la brigade de remplacement.

Comment dans ce contexte de gestion calamiteuse des moyens alloués au département, l'Inspecteur d'Académie peut-il faire le choix d'amplifier cette gabegie en créant un chargé de mission ?

Questions diverses déposées par le SNUipp-FSU23

Les questions diverses ne sont encore une fois pas traitées. Le SNUipp-FSU 23 adressera un courrier afin d'obtenir les réponses par écrit.

Fin de la CAPD à 17h30